Chapitre 2 : LA FORME DE L'ENTREPRISE

C'est quoi la Forme d'une Entreprise ?

La **forme d'une entreprise** fait référence à la structure juridique que choisit un entrepreneur pour organiser son activité. Elle détermine la manière dont l'entreprise est administrée, la responsabilité de ses dirigeants, les obligations fiscales et sociales, ainsi que la gestion des profits et des pertes. En d'autres termes, la forme de l'entreprise définit son cadre légal et opérationnel.

Il existe plusieurs formes d'entreprises, et chaque forme présente des caractéristiques particulières, adaptées à différents types d'activités ou de besoins. Voici les éléments clés qui définissent la forme d'une entreprise :

1. Le Statut Juridique
2. Responsabilité des Associés ou Dirigeants
3. Structure de l'Entreprise
4. Fiscalité et Régime d'Imposition
5. Capital Social
6. Régime Social des Dirigeants
7. Mode de Gestion
8. Durée de Vie de l'Entreprise

I. L'entreprise individuelle

L'entreprise individuelle (EI) en Algérie est une forme juridique d'entreprise dans laquelle une seule personne physique gère et dirige l'activité. C'est la forme la plus simple et la plus courante, idéale pour les petites entreprises ou pour ceux qui démarrent seuls. Voici les principales **caractéristiques** et **responsabilités** associées à cette forme d'entreprise en Algérie :

1.1. Caractéristiques de l'Entreprise Individuelle (EI) en Algérie :

1. Propriétaire unique :

L'entreprise est constituée et gérée par une seule personne, l'entrepreneur, qui est le seul responsable de la gestion de l'entreprise.

2. Pas de distinction juridique entre l'entrepreneur et l'entreprise :

Contrairement aux sociétés, il n'y a pas de séparation entre le patrimoine de l'entrepreneur et celui de l'entreprise. Les bénéfices ou pertes de l'entreprise sont directement affectés à l'entrepreneur.

3. Facilité de création :

La création d'une entreprise individuelle en Algérie est relativement simple et rapide. Il suffit de s'enregistrer auprès du Centre National du Registre du Commerce (CNRC) et d'obtenir un numéro d'identification fiscale (NIF).

4. Fiscalité simplifiée :

L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) s'applique aux bénéfices de l'entreprise. L'entrepreneur est imposé sur les profits de l'entreprise en fonction de son revenu global (selon le régime fiscal simplifié ou normal).

5. Régime social :

L'entrepreneur individuel cotise au régime des travailleurs indépendants (retraite, sécurité sociale, etc.). En Algérie, ces cotisations sont effectuées auprès de la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Non-Salariés (CNAS).

6. Pas de capital social minimum requis :

Contrairement aux sociétés, il n'y a pas de capital minimum pour la création d'une entreprise individuelle.

7. Gestion autonome :

L'entrepreneur est libre de gérer son entreprise de la manière qu'il souhaite, sans avoir à consulter d'associés ou de partenaires.

1.2. Responsabilités de l'Entreprise Individuelle en Algérie :

1. Responsabilité illimitée :

L'un des principaux inconvénients de l'entreprise individuelle est la **responsabilité illimitée**. Cela signifie que l'entrepreneur est personnellement responsable des dettes de l'entreprise. En cas de faillite ou de dettes impayées, l'entrepreneur risque de voir son patrimoine personnel (bien immobilier, compte bancaire, etc.) saisi pour régler les créances.

2. Risque financier :

En raison de la responsabilité illimitée, l'entrepreneur prend un risque financier important, surtout si l'activité connaît des difficultés économiques. Cette responsabilité peut être atténuée en optant pour un **patrimoine affecté** (dans le cas de l'EIRL, Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée), où certaines parties du patrimoine personnel sont protégées.

3. Aucune distinction entre patrimoine personnel et professionnel :

Contrairement aux sociétés, l'entrepreneur ne peut pas séparer son patrimoine personnel de celui de son entreprise. Cela signifie que si l'entreprise fait faillite, ses créanciers peuvent saisir ses biens personnels (voiture, maison, etc.).

4. Gestion personnelle des dettes et des créances :

L'entrepreneur est responsable de la gestion des dettes de l'entreprise. En cas de non-paiement des créances, il est directement impliqué dans la recherche de solutions, y compris en cas de redressement ou de liquidation de l'entreprise.

1.3. Avantages de l'Entreprise Individuelle :

- **Simplicité administrative** : Peu de formalités à remplir par rapport aux autres formes d'entreprises.
- **Flexibilité de gestion** : L'entrepreneur prend toutes les décisions sans consulter d'autres associés ou partenaires.
- **Faibles coûts de création et de gestion** : Pas de capital social minimum à apporter, et la gestion fiscale et comptable est généralement simplifiée.

1.4. Inconvénients :

- **Responsabilité illimitée** : L'entrepreneur est personnellement responsable des dettes de l'entreprise, ce qui présente un risque financier élevé.

- **Accès limité au financement** : Il peut être plus difficile pour une entreprise individuelle d'obtenir des financements auprès des banques ou des investisseurs, comparé à une société.
- **Moins de crédibilité** : En raison de l'absence de structure juridique distincte, certaines personnes peuvent considérer une entreprise individuelle comme moins solide qu'une société.

1.5. Conclusion :

L'entreprise individuelle en Algérie est adaptée aux personnes qui souhaitent démarrer une activité seule, sans trop de formalités administratives ou financières. Cependant, la responsabilité illimitée est un risque majeur, et il est important de bien réfléchir à ce type de statut si l'activité comporte des risques financiers élevés. Pour ceux qui souhaitent protéger leur patrimoine personnel, il pourrait être plus prudent d'envisager d'autres formes juridiques, comme l'EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée).

II. Les entreprises publiques : rôle et fonctionnement

Les **entreprises publiques en Algérie** sont des entités économiques dont le capital social est entièrement ou majoritairement détenu par l'État. Elles jouent un rôle stratégique dans l'économie nationale et sont particulièrement présentes dans les secteurs clés tels que l'énergie, les transports, les industries lourdes, les télécommunications, et l'agriculture. Ces entreprises sont essentielles pour le développement économique, la gestion des ressources naturelles et la fourniture de services publics.

2.1. Rôle des Entreprises Publiques en Algérie :

1. **Assurer les services publics** : Les entreprises publiques jouent un rôle crucial dans la fourniture de services publics essentiels, comme l'approvisionnement en eau, en énergie, en transport, et en télécommunications. Elles visent à satisfaire les besoins de la population, notamment dans des secteurs où l'investissement privé pourrait être insuffisant ou risqué.
2. **Contribuer à l'économie nationale** : Les entreprises publiques génèrent une part importante du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie. Elles contribuent à la création d'emplois, à l'exportation, et à l'investissement dans les infrastructures. Par exemple, **Sonatrach** (dans le secteur pétrolier et gazier) est une entreprise publique de premier plan, et elle joue un rôle clé dans les revenus du pays.
3. **Gestion des ressources naturelles** : L'Algérie étant un pays riche en ressources naturelles, notamment en pétrole et en gaz, les entreprises publiques, comme **Sonatrach**, sont chargées de l'exploitation et de la gestion de ces ressources stratégiques, contribuant ainsi à la souveraineté économique du pays.
4. **Soutenir la diversification économique** : Les entreprises publiques participent également aux efforts de diversification de l'économie en Algérie, en investissant dans de nouveaux secteurs, notamment les industries manufacturières, l'agriculture, et les nouvelles technologies. Cela permet de réduire la dépendance aux exportations de pétrole et de gaz.
5. **Stabilité économique et régulation du marché** : Elles jouent un rôle stabilisateur dans l'économie, notamment en période de crise, en continuant à fournir des biens et services essentiels. Elles aident aussi à réguler les prix des produits de base sur le marché national, ce qui est particulièrement important pour maintenir la stabilité sociale.
6. **Développement régional** : Les entreprises publiques contribuent au développement des différentes régions du pays, en implantant des unités de production et des infrastructures dans des zones moins développées. Cela participe à la réduction des disparités régionales.

2.2. Fonctionnement des Entreprises Publiques en Algérie :

1. **Propriété de l'État** : Les entreprises publiques sont soit entièrement détenues par l'État, soit contrôlées majoritairement par ce dernier. Cela leur permet de mener des missions d'intérêt général, souvent sans se soucier uniquement de la rentabilité immédiate, mais plutôt en fonction des priorités nationales.
2. **Gestion centralisée** : Bien que certaines entreprises publiques puissent avoir une certaine autonomie de gestion, elles sont souvent soumises à une supervision étroite de l'État, à travers des ministères ou des structures spécifiques. Par exemple, la gestion des grandes entreprises comme **Sonatrach** est étroitement encadrée par les autorités publiques.
3. **Régulation et contrôle** : L'État algérien exerce un contrôle direct ou indirect sur ces entreprises par le biais de la nomination de leur direction, l'approbation de leurs plans stratégiques, et parfois la gestion des investissements. Les entreprises publiques sont également soumises à des audits financiers et à des rapports réguliers destinés à garantir leur conformité avec les objectifs de l'État.
4. **Financement** : Les entreprises publiques en Algérie peuvent bénéficier du financement public, en particulier pour des projets d'infrastructure d'envergure ou des investissements dans des secteurs stratégiques. Elles peuvent également emprunter sur le marché financier ou encore se financer par la répartition de leurs bénéfices (quand elles génèrent des profits).
5. **Réformes et modernisation** : Depuis les années 1990, l'Algérie a entrepris des réformes pour améliorer l'efficacité de ses entreprises publiques. Cela inclut la gestion par objectifs, l'introduction de pratiques modernes de gouvernance, la privatisation partielle de certaines entreprises, et la création de **Sociétés par Actions (SPA)** pour certaines branches économiques. Cependant, le processus de réformes reste en cours et les entreprises publiques continuent de faire face à des défis en matière de gestion, de transparence et de compétitivité.
6. **Partenariats public-privé (PPP)** : Certaines entreprises publiques en Algérie ont opté pour des partenariats avec le secteur privé pour améliorer leur performance et leur compétitivité. Ces partenariats permettent d'introduire de l'expertise et des investissements privés tout en conservant un contrôle public sur les grandes lignes stratégiques.

2.3. Exemples d'Entreprises Publiques en Algérie :

1. Sonatrach :

- **Secteur** : Pétrole et gaz.
- **Rôle** : C'est la plus grande entreprise publique d'Algérie et l'un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz naturel au monde. Elle est responsable de l'exploration, de la production, du transport, et de la commercialisation des hydrocarbures.

2. SNTF (Société Nationale des Transports Ferroviaires) :

- **Secteur** : Transports.
- **Rôle** : Elle gère le transport ferroviaire de passagers et de marchandises en Algérie.

3. Algérie Télécom :

- **Secteur** : Télécommunications.
- **Rôle** : Fournisseur de services de télécommunication fixe et mobile à l'échelle nationale, et acteur majeur dans le secteur des télécommunications.

4. CEM (Complexe El Hadjar) :

- **Secteur** : Sidérurgie.
- **Rôle** : L'une des plus grandes entreprises sidérurgiques du pays, active dans la production d'acier.

2.4. Défis et Perspectives :

Les entreprises publiques en Algérie font face à plusieurs défis, notamment en termes de gestion, de compétitivité et de rentabilité. L'État algérien s'efforce de réformer et moderniser ces entreprises pour les rendre plus efficaces et réduire la dépendance aux ressources naturelles. Le processus de privatisation partielle, la mise en place de partenariats stratégiques, et l'amélioration de la gouvernance sont des axes de réformes importants pour assurer la pérennité de ces entreprises à long terme.

En somme, les entreprises publiques en Algérie jouent un rôle stratégique majeur dans le développement économique du pays, mais elles doivent évoluer pour s'adapter aux défis économiques mondiaux et aux exigences d'une économie diversifiée et compétitive.

III. Les sociétés commerciales

Les **sociétés commerciales** en Algérie sont des entités juridiques créées par un ou plusieurs associés dans le but de réaliser une activité économique, généralement de manière lucrative. Ces sociétés sont régies par le **Code du Commerce algérien** (loi n° 05-02 du 06 février 2005), qui définit plusieurs types de sociétés commerciales selon leur forme juridique, leur fonctionnement et la responsabilité des associés.

3.1. Les Principales Formes de Sociétés Commerciales en Algérie :

1. La Société à Responsabilité Limitée (SARL) :

- **Caractéristiques** :
 - C'est la forme la plus courante et la plus adaptée pour les petites et moyennes entreprises. Elle peut être constituée d'un seul associé (dans ce cas, c'est une SARL unipersonnelle ou **EURL**) ou de plusieurs associés (jusqu'à 20).
 - La responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports.
 - Le capital social minimum est de **100 000 DA** pour une SARL à plusieurs associés et de **1 DA** pour une EURL.
 - L'administration de la société est assurée par un ou plusieurs gérants.
 - La gestion est souple et la fiscalité est celle de l'impôt sur les sociétés (IS).
- **Avantages** :
 - Responsabilité limitée.
 - Facilité de création et de gestion.
 - Adaptée aux entreprises de taille modeste.

2. La Société par Actions (SA) :

○ **Caractéristiques :**

- C'est une forme juridique adaptée aux grandes entreprises. Elle doit être constituée d'au moins **7 actionnaires** (personnes physiques ou morales).
- Le capital social minimum est de **1 000 000 DA**.
- La responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leurs apports.
- Elle est dirigée par un conseil d'administration, avec un président-directeur général (PDG) ou un directeur général (DG), et un conseil de surveillance.
- La SA peut faire appel public à l'épargne.

○ **Avantages :**

- Convient pour les entreprises de grande envergure.
- Possibilité d'émettre des actions et de lever des fonds sur les marchés financiers.
- Responsabilité limitée.

3. La Société à Responsabilité Limitée par Actions (SARLA) :

○ **Caractéristiques :**

- Il s'agit d'une forme hybride entre la SARL et la SA.
- Elle peut être composée de plusieurs associés, et ses actions sont librement transférables.
- Le capital social est plus élevé que celui d'une SARL, et les actionnaires sont responsables uniquement à hauteur de leurs apports.

○ **Avantages :**

- Permet une certaine souplesse tout en conservant les avantages de la responsabilité limitée.

4. La Société en Nom Collectif (SNC) :

○ **Caractéristiques :**

- Dans cette forme de société, tous les associés sont responsables solidairement et indéfiniment des dettes de la société, ce qui signifie que leur patrimoine personnel peut être engagé en cas de difficultés financières.
- Elle nécessite au minimum **2 associés**.
- Le capital social n'est pas défini par la loi, mais il doit être suffisant pour les besoins de l'activité.
- La gestion est souvent confiée à tous les associés, sauf convention contraire.

○ **Avantages :**

- Convient aux petites entreprises familiales ou de confiance.
 - Structure simple et souple.

5. La Société en Commandite Simple (SCS) :

o **Caractéristiques :**

- o Cette société est composée de deux types d'associés :
 - **Les commandités** qui ont une responsabilité illimitée et sont responsables de la gestion.
 - **Les commanditaires** dont la responsabilité est limitée à leurs apports et qui ne participent pas à la gestion.
- o La SCS peut être utilisée par des entreprises familiales ou pour des projets où les investisseurs souhaitent limiter leur exposition au risque.

o **Avantages :**

- o Permet de séparer les rôles de gestion et d'investissement.
- o Structure flexible.

6. La Société en Commandite par Actions (SCA) :

o **Caractéristiques :**

- o Cette forme de société est similaire à la SCS, mais elle permet aux commanditaires de détenir des actions. Elle peut donc être cotée en bourse.
- o Elle doit être constituée d'au moins deux commandités (avec une responsabilité illimitée) et d'au moins trois commanditaires (responsabilité limitée).

o **Avantages :**

- o Structure hybride entre la SA et la SCS, offrant une flexibilité accrue.

3.2. Les Caractéristiques Générales des Sociétés Commerciales en Algérie :

1. **Responsabilité des Associés :**

- o Dans la plupart des sociétés commerciales (SARL, SA, etc.), la responsabilité des associés est limitée à leurs apports. Cela signifie que leur patrimoine personnel est protégé.
- o Cependant, dans les **SNC** et **SCS**, les associés ont une responsabilité illimitée, sauf pour les commanditaires dans les SCS, qui sont responsables uniquement à hauteur de leurs apports.

2. **Gestion et Administration :**

- o La gestion des sociétés commerciales en Algérie est assurée soit par un **gérant** (dans une SARL), un **directeur général** (dans une SA), soit par un **président** dans certaines formes comme la SAS ou la SA.
- o La structure de gestion et de prise de décision peut être très flexible (SAS) ou plus formelle avec un conseil d'administration (SA).

3. **Capital Social :**

Le capital social est un élément important dans la création d'une société. Il sert à garantir les créanciers de l'entreprise en cas de défaillance et à refléter la capacité financière de l'entreprise. Le capital est souvent défini par la forme juridique choisie.

4. Imposition :

La plupart des sociétés commerciales en Algérie sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS), avec un taux standard de 26%. Certaines sociétés peuvent bénéficier d'un taux réduit si elles opèrent dans des secteurs spécifiques (par exemple, les nouvelles technologies).

5. Obligations Comptables et Financières :

Les sociétés commerciales doivent tenir une comptabilité rigoureuse, produire des états financiers annuels (bilan, compte de résultat, etc.) et soumettre leurs comptes à l'administration fiscale.

3.3. Avantages des Sociétés Commerciales en Algérie :

- **Responsabilité limitée** pour les sociétés à capital variable (comme la SARL ou la SA), ce qui protège le patrimoine personnel des associés.
- **Facilité de gestion** pour les structures comme la SARL, avec des formalités administratives simplifiées.
- **Possibilité de lever des fonds** dans les sociétés comme la SA ou la SAS grâce à l'émission d'actions.
- **Accès à des crédits bancaires** plus importants en raison de la solidité juridique de ces formes.

3.4. Inconvénients :

- **Formalités administratives** et coûts de création plus élevés par rapport aux entreprises individuelles.
- **Régulations strictes**, surtout pour les sociétés de grande taille (SA, SARL), avec des obligations comptables et fiscales complexes.
- **Risque de conflits internes** dans certaines sociétés (SNC, SCS), où la responsabilité illimitée peut créer des tensions entre associés.

3.5. Conclusion :

Les **sociétés commerciales en Algérie** constituent le modèle juridique adapté pour les entreprises souhaitant développer une activité à plus grande échelle, bénéficier de la responsabilité limitée et profiter de la flexibilité dans leur gestion. Le choix de la forme juridique dépend des besoins de l'entreprise, de la taille, du secteur d'activité et des objectifs financiers des associés. Les options les plus courantes sont la **SARL** et la **SA**, mais d'autres formes comme la **SNC** ou la **SCS** peuvent également être adaptées dans certains cas spécifiques.

IV. Les Différentes Formes d'Entreprises en Algérie

En Algérie, comme dans beaucoup d'autres pays, il existe plusieurs formes juridiques d'entreprises qui répondent à différents besoins et types d'activités. Voici un aperçu des principales formes d'entreprises en Algérie :

1. Entreprise Individuelle (EI)

- **Description** : L'entreprise individuelle est constituée et gérée par une seule personne. Elle est facile à créer et à gérer.
- **Responsabilité** : L'entrepreneur est responsable de manière illimitée de ses dettes, ce qui signifie que son patrimoine personnel peut être saisi en cas de difficultés financières.

- **Fiscalité** : Imposition à l'impôt sur le revenu global de l'entrepreneur. Elle peut choisir le régime fiscal simplifié ou normal, en fonction de son chiffre d'affaires.

2. Société à Responsabilité Limitée (SARL)

- **Description** : C'est l'une des formes les plus courantes en Algérie. Elle peut être constituée de 2 à 20 associés, et chaque associé est responsable uniquement à hauteur de son apport.
- **Responsabilité** : Les associés sont responsables dans la limite de leurs apports, ce qui protège leur patrimoine personnel.
- **Fiscalité** : La SARL est soumise à l'impôt sur les sociétés (IS), avec des taux qui varient selon le chiffre d'affaires.

3. Société par Actions (SA)

- **Description** : Cette forme est adaptée aux grandes entreprises, avec un capital social minimum de 1 000 000 DA. Elle est généralement utilisée par les entreprises cotées en bourse ou souhaitant lever des fonds importants.
- **Responsabilité** : Les actionnaires sont responsables à hauteur de leurs apports.
- **Fiscalité** : Soumise à l'impôt sur les sociétés (IS).

4. Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (EURL)

- **Description** : C'est une forme de SARL mais avec un seul associé. Elle offre une plus grande souplesse tout en maintenant la responsabilité limitée des associés.
- **Responsabilité** : L'associé unique est responsable uniquement de son apport.
- **Fiscalité** : Soumise à l'impôt sur les sociétés (IS), ou, sous certaines conditions, l'impôt sur le revenu.

5. Société en Nom Collectif (SNC)

- **Description** : C'est une forme où les associés gèrent directement l'entreprise. Elle est idéale pour des petites entreprises ou des partenariats.
- **Responsabilité** : Les associés sont solidairement responsables des dettes de l'entreprise, ce qui signifie que leur patrimoine personnel peut être engagé.
- **Fiscalité** : L'impôt est payé au niveau des associés, selon leur part de bénéfices (impôt sur le revenu).

6. Société en Commandite Simple (SCS)

- **Description** : Une SCS est composée de deux types d'associés : des commanditaires (qui apportent des fonds sans participer à la gestion) et des commandités (qui gèrent l'entreprise).
- **Responsabilité** : Les commanditaires ont une responsabilité limitée à leurs apports, tandis que les commandités ont une responsabilité illimitée.
- **Fiscalité** : Soumise à l'impôt sur les sociétés (IS).

7. Société en Commandite par Actions (SCA)

- **Description** : Semblable à la SCS, mais avec des actions plutôt que des parts sociales. Elle permet de lever des fonds tout en ayant des commanditaires et des commandités.

- **Responsabilité** : Les commanditaires sont responsables uniquement à hauteur de leur apport, tandis que les commandités sont responsables de manière illimitée.
- **Fiscalité** : Imposition à l'impôt sur les sociétés (IS).

8. Société Coopérative (SCOP)

- **Description** : Elle est constituée d'un groupe de personnes qui se regroupent pour exercer une activité en commun. Elle est souvent utilisée pour des projets à vocation sociale ou de solidarité.
- **Responsabilité** : Les membres sont responsables collectivement des dettes de l'entreprise, mais avec une limitation en fonction des apports.
- **Fiscalité** : Elle peut bénéficier de certaines exonérations fiscales, mais elle est généralement soumise à l'impôt sur les sociétés.

9. Micro-entreprise

- **Description** : Ce statut est conçu pour les petites entreprises et les travailleurs indépendants. Il permet de bénéficier de démarches administratives simplifiées.
- **Responsabilité** : Responsabilité illimitée.
- **Fiscalité** : Le micro-entrepreneur est soumis à un régime fiscal simplifié et bénéficie d'une exonération de TVA sous certaines conditions.

10. Association (à but non lucratif)

- **Description** : Ce n'est pas une forme d'entreprise à proprement parler, mais les associations jouent un rôle clé dans l'économie sociale en Algérie. Elles sont créées dans un but social, éducatif, culturel, etc.
- **Responsabilité** : Les membres de l'association ne sont pas responsables des dettes de l'association, sauf en cas de gestion fautive.
- **Fiscalité** : Les associations sont généralement exonérées d'impôts, sauf si elles exercent une activité commerciale.

Quelques points à considérer :

- **Procédures de création** : La création d'une entreprise en Algérie nécessite de suivre plusieurs étapes administratives, y compris l'enregistrement au niveau du Centre National du Registre du Commerce (CNRC).
- **Fiscalité et charges sociales** : Le système fiscal et les charges sociales varient selon le type d'entreprise, et il peut être utile de se faire accompagner par un expert-comptable pour optimiser la gestion fiscale.

En résumé, le choix de la forme juridique dépend des objectifs de l'entrepreneur, du type d'activité et du niveau de responsabilité souhaité.